

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 23/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SPRINAR COMPOTECH

RUE DE LA MODER
VAL DE MODER
67350 NIEDERMODERN

Références : 2002/NK/JLS
Code AIOT : 0006702002

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/01/2023 dans l'établissement SPRINAR COMPOTECH implanté RUE DE LA MODER VAL DE MODER 67350 NIEDERMODERN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPRINAR COMPOTECH
- RUE DE LA MODER VAL DE MODER 67350 NIEDERMODERN
- Code AIOT : 0006702002
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Société de fabrication de compost à base de matière végétale.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : eaux incendie et leur rétention, surveillance de son établissement, déchets et bruit

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Eau	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 9.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	SÉCURITÉ INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 16.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	BRUIT ET VIBRATIONS	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 12	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit s'assurer de la surveillance de son établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 9.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations sont équipées d'un bassin de confinement (ou d'un système équivalent) permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimum de 120 m ³ . Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : Un bassin de confinement important est présent, permettant de recueillir les eaux polluées, le volume estimé lors de l'inspection est supérieur à 120 m ³ . Ce bassin contient un dispositif permettant son confinement, cependant l'exploitant n'a pas pu présenter comment ce dispositif fonctionnait, il y a un risque que les organes de commande nécessaires à la mise en service de ces confinements ne soit pas actionnés, et donc un risque de perte des eaux polluées par un incendie.
Type de suites proposées : Avec suites.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale.
Proposition de délais : 1 mois.

N° 2 : SÉCURITÉ INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 16.2
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet.
Prescription contrôlée : 1) Les ressources en eau doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par le service de secours et d'incendie, y-compris en période de gel. Ces ressources comprennent une réserve d'eau de 400 m ³ , aménagée et équipée pour permettre un accès et une mise en œuvre aisée des moyens du service de secours. 2) Les moyens d'intervention sur le site se composent d'extincteurs, judicieusement répartis à l'intérieur des locaux et sur le site.
Constats : 1) L'exploitant dispose d'une réserve d'eau, le volume lors de l'inspection est estimé entre 350 et 400 m ³ : l'exploitant doit s'assurer que le volume est suffisant. 2) des extincteurs se trouvent dans les différents endroits du site, mais aucun à proximité de la cuve de fuel : l'exploitant doit s'assurer qu'il dispose d'un extincteur adapté à proximité pour intervenir sur cette cuve en cas de feu.
Type de suites proposées : Avec suites.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale.
Proposition de délais : 1 mois.

N° 3 : BRUIT ET VIBRATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 12	
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites.	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet.	
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limites de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :	
<i>Niveau sonore limite admissible</i>	<i>Période de jour allant de 7 h à 22 h</i>
Point n° 1	68 dB _(A)
Point n° 2	56 dB _(A)
Point n° 3	67 dB _(A)
Point n° 4	55 dB _(A)
Constats : L'exploitant a présenté les mesures de bruits de 2021, les points 1 et 4 sont conformes, le point n°2 est à 55,5 dB _(A) , le point n°3 est à 73dB _(A) , mais d'après le plan il a été mesuré à proximité du broyeur, ce qui pénalise la valeur, la mesure aurait du être prise en limite de propriété. → l'exploitant doit refaire la mesure de ce point n°3 en limite de propriété. Si un dépassement est avéré, alors une mise en demeure sera proposée au préfet.	
Type de suites proposées : Avec suites.	
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale.	
Proposition de délais : 1 mois.	

N° 4 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2005, article 13	
Thème(s) : Risques accidentels, surveillance.	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet.	
Prescription contrôlée : Une surveillance de l'établissement est assurée, soit par un gardiennage, soit par des rondes de surveillance ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes. L'exploitant établit une consigne quant à la surveillance de son établissement.	
Constats : L'exploitant a déclaré qu'il n'y avait pas ce dispositif, mais qu'il disposait d'une télésurveillance qu'il pouvait visionner sur son téléphone : il devra démontrer que son système est suffisant et établir une consigne en ce sens.	
Type de suites proposées : Avec suites.	
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale.	
Proposition de délais : 1 mois.	